ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 27 août 1976, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant les articles 36bis et 55 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse", amendé par le Ministre le 7 octobre 1976, a donné le 25 octobre 1976 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 27e augustus 1976 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de artikelen 36bis en 55 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming", door de Minister op 7 oktober 1976 geamendeerd, heeft de 25e oktober 1976 het volgend advies gegeven :

Article 1er.

Dans son texte actuellement en vigueur, la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse comprend un article 36bis, lequel article y a été inséré par la loi du 9 mai 1972 et dispose comme suit :

"Article 36bis.- (Loi du 9 mai 1972, article 2).
Par dérogation à l'article 36, 4°, et sauf en cas de connexité avec des poursuites du chef d'infractions autres que celles prévues ci-dessous, les juridictions compétentes en vertu du droit commun, connaissent des réquisitions du ministère public à l'égard des mineurs de plus de seize ans et de moins de dix-huit ans accomplis au moment des faits, poursuivis du chef d'infraction :

1° aux dispositions des lois et règlements sur la police de roulage;

2° aux articles 418, 419 et 420 du Code pénal, pour autant qu'elle soit connexe à une infraction aux lois et règlements visés au 1°;

3° à la loi du 1er juillet 1956 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs.

Les débats devant ces juridictions ont lieu en chambre du conseil. S'ils font apparaître qu'une mesure de garde, de préservation ou d'éducation serait plus adéquate en la cause, ces juridictions peuvent, par décision motivée, se dessaisir et renvoyer l'affaire au ministère public aux fins de réquisitions devant le tribunal de la jeunesse, s'il y a lieu.

La loi relative à la détention préventive n'est pas applicable aux mineurs visés par le présent article, sauf s'il y a délit de fuite".

.../...

Il ressort des termes généraux de la première phrase de l'alinéa 2, que dans les cas où les juridictions compétentes en vertu du droit commun connaissent, par application de la disposition dérogatoire contenue dans l'article 36bis, des réquisitions du ministère public à l'égard des mineurs de plus de seize ans et de moins de dix-huit ans accomplis au moment des faits, les débats devant ces juridictions se poursuivent durant toute l'instance en chambre du conseil. Cette règle suscite des difficultés comme l'indique l'exposé des motifs. En effet, elle met des entraves à la défense de leurs droits par les personnes qui ont subi des dommages causés par des accidents de roulage dont des mineurs sont responsables. En outre, si des poursuites sont intentées, d'une part, contre un mineur et, d'autre part, contre un majeur, coauteur ou complice de celui-ci, la règle oblige les juridictions de droit commun à scinder les débats : ceux qui concernent le mineur ont lieu en chambre du conseil; ceux qui concernent le majeur en audience publique.

Par ailleurs, la règle établie par l'article 36bis, alinéa 2, n'est pas en harmonie avec celle qui découle de l'article 38 : aux termes de ce dernier article, si le mineur déféré au tribunal de la jeunesse en raison d'un fait qualifié infraction était âgé de plus de seize ans accomplis au moment de ce fait et si

.../...

le tribunal de la jeunesse estime inadéquate une mesure de garde, de préservation ou d'éducation, il peut par décision motivée se dessaisir et renvoyer l'affaire au ministère public aux fins de poursuite devant la juridiction de droit commun, s'il y a lieu; aucune disposition n'oblige, en ce cas, la juridiction compétente à siéger en chambre du conseil pour connaître de l'affaire.

Pour mettre fin à ces difficultés et anomalies, l'article 1er du projet remplace l'article 36bis, alinéa 2, de la loi du 8 avril 1965 par une disposition nouvelle, qui limite la procédure en chambre du conseil aux seuls débats préalables à la décision que la juridiction est appelée à prendre à l'effet, soit de retenir l'affaire pour statuer au fond, soit de se dessaisir si elle estime que dans les circonstances de la cause, aucune sanction pénale ne se justifie à l'égard du mineur.

Pour établir cette règle nouvelle, le projet du Gouvernement remplace l'article 36bis, alinéa 2, par le texte suivant :

.../...

"Après débats en chambre du conseil, ces juridictions peuvent, par décision motivée, se dessaisir et renvoyer l'affaire au ministère public aux fins, s'il y a lieu, de poursuites devant le tribunal de la jeunesse, lorsqu'il leur apparaît qu'une mesure de garde, de préservation ou d'éducation serait plus adéquate en la cause".

Ce texte ne fait pas clairement apparaître quelle est la modification que le Gouvernement entend apporter à la règle actuellement établie. La disposition nouvelle devrait être rédigée de manière plus explicite.

Par ailleurs, il se recommande, qu'à l'occasion du remplacement de l'article 36bis, alinéa 2, par une disposition nouvelle, on évite de reprendre dans celle-ci certaines formules qui n'ont pas un caractère parfaitement adéquat. Selon le texte actuellement en vigueur, les juridictions de droit commun peuvent se dessaisir par une décision motivée si les débats qui ont eu lieu devant elles "font apparaître qu'une mesure de garde, de préservation ou d'éducation serait plus adéquate en la cause"; elles peuvent alors "renvoyer l'affaire au ministère public aux fins de réquisitions devant le tribunal de la jeunesse, s'il y a lieu". Ces termes sont critiquables parce qu'ils semblent définir les pouvoirs de la juridiction de droit commun d'une manière qui restreindrait la liberté d'appréciation du ministère public et du tribunal de la jeunesse en ce qui

.../...

concerne l'application éventuelle d'une mesure de garde, de préservation ou d'éducation. La liberté d'appréciation du ministère public et du tribunal de la jeunesse reste entière, comme on peut le déduire d'une analyse de la disposition dont il s'agit, et de l'ensemble des dispositions de la loi.

L'article 38 de la loi prévoit le cas inverse de celui qui est réglé par l'article 36. Cet article 38 concerne le cas où le tribunal de la jeunesse estime devoir se dessaisir et renvoyer l'affaire au ministère public aux fins de poursuites devant la juridiction de droit commun compétente, s'il y a lieu. Dans cet article 38, pour définir le cas qu'il visait, le législateur a employé les termes : "(si) le tribunal de la jeunesse estime inadéquate une mesure de garde, de préservation ou d'éducation"; il n'a pas utilisé la formule : "(si) le tribunal de la jeunesse estime que la prononciation d'une peine se justifie", formule qui aurait pu laisser croire à un empiètement du tribunal de la jeunesse sur la compétence de la juridiction répressive.

Pour tenir compte des observations qui précèdent, et, notamment, pour assurer une plus grande concordance avec le texte de l'article 38, la disposition par laquelle l'article 1er du projet tend à remplacer l'article 36bis, alinéa 2, de la loi du 8 avril 1965 pourrait être rédigée comme suit :

.../...

"...

Ces juridictions peuvent, après débats en chambre du conseil et par décision motivée, se dessaisir, à l'égard du mineur, si elles estiment qu'une sanction pénale ne se justifie pas ; elles renvoyent alors l'affaire au ministère public à telles fins que de droit.

Si elles décident de ne pas se dessaisir, l'affaire est poursuivie en audience publique".

L'alinéa 3 de l'article 36bis en deviendrait l'alinéa 4.

*

* *

Article 2.

L'article 55 actuellement en vigueur n'énonce pas de restriction à l'égard des parents du mineur, au sujet de l'obligation de communiquer aux parties le dossier de l'affaire, "y compris les pièces concernant la personnalité du mineur et le milieu où il vit".

Dans cette matière de la protection de la jeunesse, qui est tout entière dominée par la préocupation de l'intérêt du mineur, le projet modifie l'article 55 pour y introduire les règles nouvelles suivantes :

1°) le dossier complet, y compris les pièces indiquées, sera communiqué aux parents, dans les affaires où sont prévues des mesures à l'égard de ces derniers (Chap. III, sect. I).

.../...

2°) le dossier complet ne sera communiqué qu'à l'avocat des parents dans les affaires où sont prévues des mesures à l'égard des mineurs (Chap. III, section II).

Pour éviter d'introduire une discordance dans l'ensemble des nouvelles règles qui seront établies pour la communication du dossier, il serait nécessaire d'étendre le champ d'application de l'article 55, alinéa 2, et de le rédiger comme suit :

"Si le mineur n'a pas d'avocat ou si, dans les affaires visées à la section 2, les parents du mineur n'ont pas d'avocat, il en sera désigné un par le bâtonnier ou le bureau de consultation et de défense".

In haar thans geldende tekst bevat de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming een artikel 36bis, dat ingevoegd is door de wet van 9 mei 1972 en als volgt luidt :

"Artikel 36bis (wet van 9 mei 1972, artikel 2).

In afwijking van artikel 36, 4°, en behoudens samenhang met vervolgingen wegens andere misdrijven dan die hieronder bepaald, nemen de gerechten, bevoegd op grond van het gemene recht, kennis van de vorderingen van het openbaar ministerie jegens minderjarigen, die meer dan zestien jaar en minder dan volle achttien jaar oud zijn, op het ogenblik van de feiten, vervolgd wegens overtreding van :

1° de bepalingen van de wetten en verordeningen betreffende het wegverkeer;

2° de artikelen 418, 419 en 420 van het Strafwetboek voor zover er samenhang is met een overtreding van de onder 1° bedoelde wetten en verordeningen;

3° de wet van 1 juli 1956 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen.

De debatten voor die gerechten hebben in raadkamer plaats. Indien eruit blijkt dat een maatregel van bewaring, behoeding of opvoeding geschikter is, kunnen die gerechten de zaak bij een met redenen omklede beslissing uit handen geven en ze naar het openbaar ministerie verwijzen met het oog op de vorderingen voor de jeugdrechtbank als daartoe grond bestaat.

De wet betreffende de voorlopige hechtenis is niet toepasselijk op de in dit artikel bedoelde minderjarigen, tenzij bij vluchtmisdrijf".

.../...

Uit de algemene bewoordingen van de eerste volzin van het tweede lid blijkt dat ingeval de krachtens het gemeen recht bevoegde gerechten, op grond van de in artikel 36bis neergelegde afwijkingsbepaling, kennis nemen van de vorderingen van het openbaar ministerie jegens minderjarigen die meer dan zestien jaar en minder dan volle achttien jaar oud zijn op het ogenblik van de feiten, de debatten, zolang het geding duurt, in raadkamer plaatshebben. Die regeling levert moeilijkheden op, zoals in de memorie van toelichting wordt aangegeven. Ze maakt het degenen aan wie schade is toegebracht door verkeersongevallen waarvoor minderjarigen aansprakelijk zijn, namelijk moeilijk hun rechten te verdedigen. Als bovendien rechtsvervolging is ingesteld, enerzijds tegen een minderjarige, anderzijds tegen een meerderjarige die mededader of medeplichtige is, verplicht die regeling de gewone rechter de debatten te splitsen : die welke de minderjarige betreffen hebben in raadkamer, die waarbij de meerderjarige betrokken is hebben in openbare terechtzitting plaats.

Vervolgens is de regel van artikel 36bis, tweede lid, niet in overeenstemming met die welke volgt uit artikel 38, dat bepaalt : indien de minderjarige die wegens een als misdrijf omschreven feit voor de jeugdrechtbank is gebracht, op het tijdstip van het feit ouder dan volle zestien jaar was en de jeugdrechtbank een maatregel van bewaring, behoeding of opvoeding niet geschikt acht, kan zij de zaak bij een met redenen omklede beslissing uit handen geven en ze naar het openbaar ministerie verwijzen met het oog op vervolging vóór

.../...

de gewone rechter als daartoe grond bestaat; geen bepaling verplicht het bevoegde gerecht in dat geval in raadkamer zitting te houden om van de zaak kennis te nemen.

Om deze moeilijkheden en tegenstrijdigheden op te heffen vervangt artikel 1 van het ontwerp artikel 36bis, tweede lid, van de wet van 8 april 1965 door een nieuwe bepaling, volgens welke in raadkamer alleen nog de debatten worden gevoerd die voorafgaan aan de beslissing welke het gerecht dient te nemen ten einde de zaak ofwel aan zich te houden om over de zaak zelve te beslissen, ofwel uit handen te geven indien het oordeelt dat de toedracht van de zaak geen strafmaatregel ten aanzien van de minderjarige wettigt.

Om die nieuwe regel te stellen vervangt het Regeringsontwerp artikel 36bis, tweede lid, door de volgende tekst :

> "Na de debatten in raadkamer kunnen die gerechten de zaak bij een met redenen omklede beslissing uit handen geven en ze naar het openbaar ministerie verwijzen met het oog op de vorderingen voor de jeugdrechtbank, als daartoe grond bestaat, wanneer naar hun oordeel een maatregel van bewaring, behoeding of opvoeding geschikter zou zijn".

Die tekst doet niet duidelijk uitkomen welke wijziging de Regering in de thans geldende regel wil aanbrengen. De nieuwe bepaling zou uitdrukkelijker moeten worden geformuleerd.

.../...

Ook verdient het aanbeveling, nu artikel 36bis, tweede lid wordt vervangen, af te stappen van bepaalde formuleringen die niet volkomen adequaat zijn. Volgens de thans geldende tekst kunnen de krachtens het gemeen recht bevoegde gerechten de zaak bij een met redenen omklede beslissing uit handen geven als uit de voor hen gevoerde debatten "blijkt dat een maatregel van bewaring, behoeding of opvoeding geschikter is"; dan kunnen zij de zaak "naar het openbaar ministerie verwijzen met het oog op de vorderingen voor de jeugdrechtbank als daartoe grond bestaat". Tegen die bewoordingen is in te brengen, dat zij de bevoegdheden van de gewone rechter op zodanige wijze lijken te omschrijven dat een beperking wordt gelegd op de beoordelingsvrijheid van het openbaar ministerie en van de jeugdrechtbank wat de eventuele toepassing van een maatregel van bewaring, behoeding of opvoeding betreft. De beoordelingsvrijheid van openbaar ministerie en jeugdrechtbank blijft onverkort, zoals kan worden afgeleid uit een ontleding van de bewuste bepaling en uit het geheel van de bepalingen van de wet.

Het geval dat in artikel 38 wordt geregeld is het omgekeerde van dat waarin artikel 36 voorziet. Het geval van artikel 38 is dat de jeugdrechtbank oordeelt dat zij de zaak uit handen moet geven en naar het openbaar ministerie verwijzen met het oog op vervolging vóór het krachtens het gemeen recht bevoegde gerecht als daartoe grond bestaat. De wetgever heeft het door hem bedoelde geval in artikel 38 in de volgende bewoordingen omschreven : "(indien) de jeugdrechtbank een maatregel van bewaring, behoeding of opvoeding

.../...

niet geschikt acht", hij heeft niet gewerkt met de formule : "(indien) de jeugdrechtbank oordeelt dat het uitspreken van een straf gewettigd is", waarmee de indruk had gewekt kunnen worden dat de jeugdrechtbank zich de bevoegdheid van de strafrechter aanmatigde.

Opdat met de hiervoren gemaakte opmerkingen rekening wordt gehouden en met name een betere overeenstemming met de tekst van artikel 38 wordt bereikt, kan de bepaling waardoor artikel 1 van het ontwerp artikel 36bis, tweede lid, van de wet van 8 april 1965 bedoelt te vervangen, als volgt worden geredigeerd :

"...

De gerechten kunnen, na de debatten in raadkamer en bij een met redenen omklede beslissing, ten aanzien van de minderjarige de zaak uit handen geven indien zij oordelen dat een strafmaatregel niet gewettigd is; zij verwijzen de zaak dan naar het openbaar ministerie om te handelen als naar recht.

Besluiten zij de zaak niet uit handen te geven, dan wordt deze in openbare terechtzitting voortgezet".

Het derde lid van artikel 36bis wordt dan het vierde.

*

* *

Artikel 2.

Het thans geldende artikel 55 bevat ten aanzien van de ouders van de minderjarige geen beperking wat betreft de verplichting om aan partijen het dossier van de zaak ter

.../...

inzage te geven "met inbegrip van de stukken die betrekking hebben op de persoonlijkheid van de minderjarige en op het milieu waarin hij leeft".

Ter zake van de jeugdbescherming, waarin het belang van de minderjarige geheel voorop staat, wijzigt het ontwerp artikel 55 om de volgende nieuwe regelen in te voegen :

1°) het volledige dossier, met inbegrip van de genoemde stukken, zal aan de ouders ter inzage worden gegeven in de zaken waarin maatregelen ten aanzien van de ouders kunnen worden genomen (Hoofdstuk III, afdeling I);

2°) het volledige dossier zal alleen aan de advocaat van de ouders ter inzage worden gegeven in de zaken waarin maatregelen ten aanzien van de minderjarigen kunnen worden genomen (hoofdstuk III, afdeling II).

Opdat geen discrepantie kan ontstaan tussen de nieuw in te voeren regelen betreffende inzage van het dossier, zou de werkingssfeer van artikel 55, tweede lid, moeten worden verruimd en zou de tekst als volgt moeten worden geredigeerd :

"Indien de minderjarige geen advocaat heeft of indien, in de zaken bedoeld in afdeling II, de ouders van de minderjarige geen advocaat hebben, wijst de stafhouder of het bureau voor consultatie en verdediging er een aan".

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président,
de Heren : voorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
C. DESCHAMPS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. MASQUELIN.

Le rapport a été présenté par M. E. FALMAGNE, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. MASQUELIN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. E. FALMAGNE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. J. MASQUELIN.